Si l'Islande refuse de banquer…

09/03/2010 à 7h00

Faut-il faire payer par le contribuable l'incompétence des banquiers ? Alors que le krach ne cesse de révéler les dérives d'une oligarchie, la révolte gronde.

Face au krach financier, les responsabilités restent à déterminer. Visés, les oligarques, qui contrôlaient en même temps les banques (prêteuses), les sociétés (emprunteuses), les médias (silencieux), les hommes politiques (complaisants). *"50 requins ont joué le pays à la roulette"*, accuse Sveinbjörn Arnason, fondateur du mouvement Nouvelle Islande. *"Or nul n'a encore été traîné devant les tribunaux. La gauche au pouvoir ne fait pas le ménage et nous trahit."*

Quelque 230.000 Islandais ont été appelés samedi à se prononcer sur un accord organisant le remboursement par Reykjavik de 3,9 milliards d'euros, avancés par Londres et La Haye pour indemniser leurs citoyens lésés par la faillite de la banque sur l'internet islandaise Icesave, en octobre 2008.

Les Islandais [ont voté] non. Au risque d'aggraver la crise de confiance dont pâtit l'île sur les marchés internationaux. Déjà, les agences de notation ont abaissé la note du pays au rang d'*"obligation pourrie"*. L'étonnante fuite, il y a dix jours, dans la presse locale, d'un télégramme secret de l'ambassade américaine, a confirmé l'isolement de l'île. On y lisait que dans l'hypothèse d'une victoire du "non", suivie d'un gel de crédits promis par le Fonds monétaire international et par des pays européens, l'Islande ne pourrait plus remplir les obligations liées à sa dette dès 2011 et retournerait *"trente ans en arrière"*.

La perspective d'un non [au référendum] a poussé Reykjavik à tenter, ces dernières semaines – jusque-là en vain -, de trouver un nouvel accord avec Britanniques et Néerlandais. Au cours des négociations, les Islandais ont paradoxalement reçu

une offre améliorée, mais ils l’ont déclinée, sous la pression des partis d’opposition.
Après avoir immédiatement reconnu sa défaite, le gouvernement islandais s’est efforcé de minimiser la signification du scrutin, en soulignant que le oui n’était plus une alternative crédible, du fait des nouvelles négociations.

> *L’affaire Icesave a réalimenté le sentiment anti-européen dans le pays. Au total, plus de la moitié des Islandais sont aujourd’hui opposés à une éventuelle adhésion à l’UE, près de deux fois plus qu’en 2008.*

Suite et commentaires sur Fortune